UNAMA

120, avenue Ledru Rollin

75 012 Paris

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019

Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels

Tamain Consulting
UNAMA
Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019

Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels

Aux Membres,

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'UNAMA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donne une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'UNAMA à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Tamain Consulting
Le Bourg - 69 170 Volsone - France
Tél. +33 (0)6 01 07 29 57
marc.tamain@tamainconsulting.com
www.tamainconsulting.com
794 355 016 R.C.S. Villefranche-Tarare
Inscrit au Tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de la région Rhône-Alpes
Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Lyon
Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'UNAMA à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le syndicat ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.
Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels

Il m’appartient d’établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d’obtenir l’assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d’anomalies significatives. L’assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d’assurance, sans toutefois garantir qu’un audit réalisé conformément aux normes d’exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d’erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l’on peut raisonnablement s’attendre à ce qu’elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l’article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre syndicat.

Dans le cadre d’un audit réalisé conformément aux normes d’exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d’erreurs, définit et met en œuvre des procédures d’audit face à ces risques, et recueille des éléments qu’il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détectio d’une anomalie significative provenant d’une faute est plus élevé que celui d’une anomalie significative résultant d’une erreur, car la faute peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinente pour l’audit afin de définir des procédures d’audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d’exprimer une opinion sur l’efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l’application par la direction de la convention comptable de continuité d’exploitation et, selon les éléments collectés, l’existence ou non d’une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du syndicat à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s’appuie sur les éléments collectés jusqu’à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d’exploitation. S’il conclut à l’existence d’une incertitude significative, il attire l’attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d’ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Valsonne, le 26 juin 2020

Le Commissaire aux Comptes
Tamain Consulting

Tamain Consulting
Le Bourg - 69 170 Valsonne - France
Tél. +33 (0)6 01 07 29 57
marc.tamain@tamainconsulting.com
www.tamainconsulting.com
794 355 016 R.C.S. Villefranche-Tarare
Inscrit au Tableau de l’Ordre des Experts-Comptables de la région Rhône-Alpes
Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Lyon

Marc Tamain
# Bilan Actif

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>31/12/2019</th>
<th></th>
<th>31/12/2018</th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Brut</td>
<td>Amort. et Dépré.</td>
<td>Net</td>
<td>Net</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>37 970</td>
<td>549</td>
<td>37 421</td>
<td>8 000</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Frais d'établissement</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Frais de développement</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Concessions brevets droits similaires</td>
<td>29 970</td>
<td>549</td>
<td>29 421</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Fonds commercial (1)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres immobilisations incorporelles</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Avances et acomptes</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Terrains</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Constructions</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Installations techniques, mat. et ouillage indus.</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres immobilisations corporelles</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Immobilisations en cours</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Avances et acomptes</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</strong></td>
<td>8 000</td>
<td>8 000</td>
<td>8 000</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Participations évaluées selon mise en équival.</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres participations</td>
<td>8 000</td>
<td>8 000</td>
<td>8 000</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Créances rattachées à des participations</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres titres immobilisés</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Prêts</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres immobilisations financières</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL (II)</strong></td>
<td>37 970</td>
<td>549</td>
<td>37 421</td>
<td>8 000</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>STOCKS ET EN-COURS</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Matières premières, approvisionnements</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>En-cours de production de biens</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>En-cours de production de services</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Produits intermédiaires et finis</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Marchandises</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Avances et Acomptes versés sur commandes</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>CREANCES (3)</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Créances clients et comptes rattachés</td>
<td>49 959</td>
<td>49 959</td>
<td>61 012</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres créances</td>
<td>33 376</td>
<td>33 376</td>
<td>33 189</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Capital souscrit, non versé</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>DISPONIBILITES</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Charges constatées d'avance</td>
<td>23 208</td>
<td>23 208</td>
<td>26 805</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL (III)</strong></td>
<td>106 543</td>
<td>106 543</td>
<td>121 007</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>COMPTES DE REGULARISATION</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Frais d'émission d'emprunt à étaier (IV)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Primes de remboursement des obligations (V)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Ecarts de conversion actif (VI)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL ACTIF (I à VI)</strong></td>
<td>144 513</td>
<td>549</td>
<td>143 964</td>
<td>129 007</td>
</tr>
</tbody>
</table>

(1) dont droit au bail
(2) dont immobilisations financières à moins d'un an
(3) dont créances à plus d'un an
# Bilan Passif

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>31/12/2019</th>
<th>31/12/2018</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>Capitaux Propres</strong></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Capital social ou individuel</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Primes d'émission, de fusion, d'apport ...</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Ecart de réévaluation</td>
<td>32 063</td>
<td>32 063</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>RESERVES</strong></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Réserve légale</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Réserves statutaires ou contractuelles</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Réserves réglementées</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres réserves</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Report à nouveau</td>
<td>11 065</td>
<td>8 862</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Résultat de l'exercice</strong></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Subventions d'investissement</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Provisions réglementées</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total des capitaux propres</strong></td>
<td>67 662</td>
<td>43 128</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Autres fonds propres</strong></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Produits des émissions de titres participatifs</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Avances conditionnées</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total des autres fonds propres</strong></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Provisions</strong></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Provisions pour risques</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Provisions pour charges</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total des provisions</strong></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>DETTES FINANCIERES</strong></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Emprunts obligataires convertibles</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres emprunts obligataires</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Emprunts dettes financières divers</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Avances et acomptes reçus sur commandes en cours</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>DETTES D'EXPLOITATION</strong></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</td>
<td>43 919</td>
<td>59 977</td>
</tr>
<tr>
<td>Dettes fiscales et sociales</td>
<td>7 139</td>
<td>2 339</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>DETTES DIVERSES</strong></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dettes sur immobilisations et comptes rattachés</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres dettes</td>
<td>18 541</td>
<td>16 860</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Produits constatés d'avance (1)</strong></td>
<td>6 702</td>
<td>6 702</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total des dettes</strong></td>
<td>76 302</td>
<td>85 879</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Ecart de conversion passif</strong></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL PASSIF</strong></td>
<td>143 964</td>
<td>129 007</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Résultat de l'exercice exprimé en centimes**

(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP
## Compte de Résultat 1/2

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>31/12/2019</th>
<th>31/12/2018</th>
<th>31/12/2017</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>Ventes de marchandises</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Production vendue (Biens)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Production vendue (Services)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Montant net du chiffre d'affaires</td>
<td>90 364</td>
<td>103 109</td>
<td>80 278</td>
</tr>
<tr>
<td>Production stockée</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Production immobilisée</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Subventions d'exploitation</td>
<td>(2 490)</td>
<td></td>
<td>2 490</td>
</tr>
<tr>
<td>Reprises sur provisions et amortissements, transferts de charges</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres produits</td>
<td>6</td>
<td></td>
<td>20</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total des produits d'exploitation</strong></td>
<td>87 880</td>
<td>103 109</td>
<td>82 788</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Achats de marchandises</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Variation de stock</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Achats de matières et autres approvisionnements</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Variation de stock</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres achats et charges externes</td>
<td>89 997</td>
<td>113 660</td>
<td>84 322</td>
</tr>
<tr>
<td>Impôts, taxes et versements assimilés</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Salaires et traitements</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Charges sociales du personnel</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Cotisations personnelles de l'exploitant</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dotations aux amortissements :</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- sur immobilisations</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- charges d'exploitation à répartir</td>
<td>549</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dotations aux dépréciations :</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- sur immobilisations</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- sur actif circulant</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dotations aux provisions</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres charges</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total des charges d'exploitation</strong></td>
<td>90 547</td>
<td>113 660</td>
<td>84 322</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>RESULTAT D'EXPLOITATION</strong></td>
<td>(2 666)</td>
<td>(10 552)</td>
<td>(1 534)</td>
</tr>
</tbody>
</table>
# Compte de Résultat 2/2

**Etat exprimé en euros**

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>31/12/2019</th>
<th>31/12/2018</th>
<th>31/12/2017</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>RESULTAT D'EXPLOITATION</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Opérations comm.</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Bénéfice attribué ou perte transférée</td>
<td>(2 666)</td>
<td>(10 552)</td>
<td>(1 534)</td>
</tr>
<tr>
<td>Perte supportée ou bénéfice transféré</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Produits financiers</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>De participations (3)</td>
<td></td>
<td>32 000</td>
<td>15 593</td>
</tr>
<tr>
<td>D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres intérêts et produits assimilés (3)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Reprises sur prov. et dépréciations et transferts de charges</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Différences positives de change</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total des produits financiers</strong></td>
<td>32 000</td>
<td>15 593</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Charges financières</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux prov.</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Intérêts et charges assimilées (4)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Différences négatives de change</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placement</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total des charges financières</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>RESULTAT FINANCIER</strong></td>
<td>32 000</td>
<td>15 593</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</strong></td>
<td>29 334</td>
<td>5 041</td>
<td>(1 534)</td>
</tr>
<tr>
<td>Produits exceptionnels</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Sur opérations de gestion</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Sur opérations en capital</td>
<td></td>
<td></td>
<td>1 422</td>
</tr>
<tr>
<td>Reprises sur prov. et dépréciations et transferts de charges</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total des produits exceptionnels</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td>1 422</td>
</tr>
<tr>
<td>Charges exceptionnelles</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Sur opérations de gestion</td>
<td></td>
<td></td>
<td>500</td>
</tr>
<tr>
<td>Sur opérations en capital</td>
<td></td>
<td></td>
<td>500</td>
</tr>
<tr>
<td>Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux prov.</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total des charges exceptionnelles</strong></td>
<td></td>
<td>500</td>
<td>500</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>RESULTAT EXCEPTIONNEL (Bénéfice ou perte)</strong></td>
<td>(500)</td>
<td>922</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>31/12/2019</th>
<th>31/12/2018</th>
<th>31/12/2017</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>PARTICIPATION DES SALARIES</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>IMPOTS SUR LES BENEFICES</strong></td>
<td>4 800</td>
<td>2 339</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL DES PRODUITS</strong></td>
<td>119 880</td>
<td>118 702</td>
<td>84 211</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL DES CHARGES</strong></td>
<td>95 347</td>
<td>116 499</td>
<td>84 822</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>RESULTAT DE L'EXERCICE</strong></td>
<td>24 534</td>
<td>2 202</td>
<td>(612)</td>
</tr>
</tbody>
</table>

(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs
(3) dont produits concernant les entreprises liées
(4) dont intérêts concernant les entreprises liées
Etats financiers au 31/12/2019

ANNEXE
Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de 143 964 euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total produits de 119 880 euros et un total charges de 95 347 euros, dégageant ainsi un résultat de 24 534 euros.

L'exercice considéré débute le 01/01/2019 et finit le 31/12/2019.
Il a une durée de 12 mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :
- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

**Immobilisations**

Les immobilisations financières sont inscrites pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

UNAMA a investi 29 970 € à travers CG CONSEIL pour leur permettre d'obtenir un CQP d'une validité de 5 ans. Pour cette raison les frais ont été immobilisé et sont amortis sur une durée de 5 ans.
Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

**Créances et dettes**

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

**Disponibilités**

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.
Annexe des comptes annuels 31/12/2019

Etat exprimé en euros

COVID-19

1. Information au titre d'un événement post-clôture

La crise sanitaire liée au covid-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence constituent un événement majeur. L'entreprise a estimé à la date d'arrêté de ses comptes que cette situation relève d'un événement post-clôture sans lien avec une situation existant au 31 décembre 2019. Par conséquent, l'entreprise n'a pas procédé à un ajustement de ses comptes clos au 31 décembre 2019 au titre de cet événement.

2. Information au titre de l'impact du covid-19 sur l'activité de l'entreprise postérieurement à la clôture de l'exercice

Conformément aux dispositions du PCG sur les informations à mentionner dans l'annexe, l'entreprise constate que cette crise sanitaire n'a eu aucun impact significatif sur son activité.

A la date de l'arrêté des comptes le 16/03/2020, l'entreprise estime que la poursuite de son exploitation n'est pas remise en cause.
# Immobilisations

<table>
<thead>
<tr>
<th>Etat exprimé en euros</th>
<th>Valeurs brutes début d'exercice</th>
<th>Mouvements de l'exercice</th>
<th>Valeurs brutes au 31/12/2019</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>INCORPORELLES</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Frais d'établissement et de développement</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres immobilisations incorporelles</td>
<td>29 970</td>
<td></td>
<td>29 970</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</strong></td>
<td>29 970</td>
<td></td>
<td>29 970</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>CORPORELLES</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Terrains</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Constructions sur sol propre</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>sur sol d'autrui</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>instal. agenc. aménagement</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Instal technique, matériel outillage industriels</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Instal., agencement, aménagement divers</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Matériel de transport</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Matériel de bureau, informatique et mobilier</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres immobilisations corporelles</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Immobilisations grévées de droits</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Immobilisations corporelles en cours</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Avances et acomptes</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>FINANCIÈRES</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Participations et créances rattachées</td>
<td>8 000</td>
<td></td>
<td>8 000</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres titres immobilisés</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Prêts</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres immobilisations financières</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</strong></td>
<td>8 000</td>
<td></td>
<td>8 000</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL</strong></td>
<td>8 000</td>
<td>29 970</td>
<td>37 970</td>
</tr>
</tbody>
</table>
## Créances et Dettes

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>31/12/2019</th>
<th>1 an au plus</th>
<th>plus d'1 an</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>CREANCES</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Crédances rattachées à des participations</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Prêts (1) (2)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres immobilisations financières</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Clients douteux ou litigieux</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres créances clients</td>
<td>49 959</td>
<td>49 959</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Créances représentatives des titres prêts</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Personnel et comptes rattachés</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Sécurité sociale et autres organismes sociaux</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Impôts sur les bénéfices</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Taxes sur la valeur ajoutée</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres impôts, taxes versements assimilés</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Divers</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Groupe et associés (2)</td>
<td>29 767</td>
<td>29 767</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Débiteurs divers</td>
<td>3 609</td>
<td>3 609</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Charges constatées d'avances</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL DES CREANCES</strong></td>
<td>83 335</td>
<td>83 335</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

(1) Prêts accordés en cours d'exercice
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>31/12/2019</th>
<th>1 an au plus</th>
<th>1 à 5 ans</th>
<th>plus de 5 ans</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>DETTE</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Emprunts obligataires convertibles (1)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres emprunts obligataires (1)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Emp. dettes et de crédit à 1 an max à l'origine (1)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Emp. dettes et de crédit à plus de 5 ans à l'origine (1)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Emprunts et dettes financières divers (1) (2)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Fournisseurs et comptes rattachés</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Personnel et comptes rattachés</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Sécurité sociale et autres organismes sociaux</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Impôts sur les bénéfices</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Taxes sur la valeur ajoutée</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Obligations cautionnées</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres impôts, taxes et assimilés</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dettes sur immobilisations et comptes rattachés</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Groupe et associés (2)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres dettes</td>
<td>43 919</td>
<td>43 919</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dette représentative de titres empruntés</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Produits constatés d'avance</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL DES DETTES</strong></td>
<td>76 302</td>
<td>76 302</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)
Produits à recevoir

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>31/12/2019</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Total des Produits à recevoir</td>
<td>2 824</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres créances</td>
<td>2 824</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>PRODUITS À RECEVOIR</strong></td>
<td><strong>2 824</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>
## Charges à payer

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>31/12/2019</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>Total des Charges à payer</strong></td>
<td>3 110</td>
</tr>
<tr>
<td>Dette fournisseurs et comptes rattachés</td>
<td>1 910</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>FOURNISSEURS FACT NON PARVENUE</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Autres dettes</strong></td>
<td>1 200</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>CHARGES A PAYER</strong></td>
<td>1 200</td>
</tr>
</tbody>
</table>
ANNEXE - Elément 15

Filiales et participations

<table>
<thead>
<tr>
<th>Etat exprimé en euros</th>
<th>31/12/2019</th>
<th>Capitaux propres</th>
<th>Quote-part détenue en pourcentage</th>
<th>Résultat du dernier exercice clos</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>A. Renseignements détaillés</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1. Filiales (Plus de 50 %)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>SARL PROJETS ARTISANAT</td>
<td></td>
<td>64 025</td>
<td>100,00</td>
<td>39 148</td>
</tr>
<tr>
<td>2. Participations (10 à 50 %)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

B. Renseignements globaux

1. Filiales non reprises en A.
   a) françaises
   b) étrangères

2. Participations non reprises en A.
   a) françaises
   b) étrangères
# Tableau de suivi des fonds associatifs

<table>
<thead>
<tr>
<th>Libellé</th>
<th>Solde au début de l'exercice</th>
<th>Augmentations</th>
<th>Diminutions</th>
<th>Solde à la fin de l'exercice</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>Fonds associatifs sans droit de reprise</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Patrimoine intégré</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Fonds statutaires</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Subventions d'investissement non renouvelables</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Apports sans droit de reprise</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise</td>
<td>32 063</td>
<td></td>
<td></td>
<td>32 063</td>
</tr>
<tr>
<td>Réserves statutaires ou contractuelles</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Réserves réglementées</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Autres réserves</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Report à nouveau</td>
<td>8 862</td>
<td>2 202</td>
<td></td>
<td>11 065</td>
</tr>
<tr>
<td>Résultat de l'exercice</td>
<td>2 202</td>
<td>24 534</td>
<td>2 202</td>
<td>24 534</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Fonds associatifs avec droit de reprise**

- Apports
- legs et donations
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables

Résultats sous contrôle des tiers financeurs
Droits des propriétaires (Commodat)
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables
Provisions réglementées

**TOTAL**                 | 43 128          | 26 736         | 2 202        | 67 662                      |